

ces des forces du capitalisme européen » (II^e congrès de l'Internationale communiste). Les pays capitalistes souffrant de la surproduction ont besoin de conquérir des territoires coloniaux, marchés supplémentaires pour la vente des produits en surproduction et sources de matières premières pour leur industrie croissante. Les bénéfices obtenus par l'exploitation des colonies sont un des appuis du capitalisme. D'où ils tirent la conclusion suivante : « Aussi longtemps que cette source de bénéfices ne sera pas supprimée, il sera difficile à la classe ouvrière de vaincre le capitalisme. » De cette analyse, il découle que les partis communistes « doivent nouer des relations avec les forces révolutionnaires œuvrant à la destruction de l'impérialisme dans les pays économiquement et politiquement dominés ».

Ainsi la huitième condition d'adhésion à la III^e Internationale précise :

« Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou oppriment des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la III^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les « prouesses » de ses impérialistes aux colonies, de soutenir, *non en parole, mais en fait, tout mouvement d'émancipation* dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies ou des nationalités opprimées, et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux. »

Le parti communiste français a tenté d'appliquer de telles directives lors de la guerre du Rif et ce, avec un certain succès.

A partir de 1925, il engage une grande campagne de propagande contre cette guerre, organise des manifestations dans tout le pays, publie des journaux et des tracts destinés aux soldats français, appelle à la fraternisation entre les soldats français et l'armée du Rif et à l'évacuation du Maroc par la France. Le 12 octobre 1927, le point culminant de la campagne est marqué par une grève de 24 heures assez largement suivie ; c'est la première grève politique en métropole contre une guerre coloniale.

Mais bientôt, la politique stalinienne a pour conséquence l'affaiblissement de cette pratique internationaliste. En effet, avec l'avènement du nazisme, l'Internationale Communiste et ses sections opèrent un tournant décisif concernant la question coloniale et la défense nationale en régime capitaliste. Staline se rend compte du danger pour l'Union Soviétique que représente la prise du pouvoir par Hitler. Il cherche alors à conclure des accords avec les démocraties occidentales, à réaliser un front commun des pays occidentaux et de l'U.R.S.S. contre l'adversaire principal : l'Allemagne nazie. C'est à ce moment-là que l'U.R.S.S. entre à la S.D.N. (septembre 1934). En 1935, Pierre Laval se rend à Moscou et signe l'accord franco-soviétique (15 mai 1935). Dans la déclaration commune Laval-Staline, ce dernier « comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité ».

Le Parti communiste français se rallie à ces positions. Les socialistes cessent d'être des « sociaux-fascistes », les radicaux deviennent des « démocrates sincères ». Le Parti communiste français choisit de s'allier avec eux afin de défendre la démocratie parlementaire mise en danger par le fascisme. Les problèmes coloniaux sur lesquels les divergences sont nombreuses restent à l'arrière plan du programme du Front populaire qui sur les colonies, comprend cette unique revendication : « Constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation politique économique et morale dans les territoires d'Outre-Mer, notamment de l'Afrique du nord et de l'Indochine. » Pour le parti communiste français, la revendication de l'indépendance pour les colonies reste théoriquement valable, mais dans la situation politique présente elle ne peut qu'affaiblir la France et favoriser les ambitions fascistes sur les colonies. D'ailleurs, Maurice Thorez explique clairement cette position au IX^e congrès du Parti Communiste Français en décembre 1937. Il faut, selon ce dernier, donner satisfaction aux peuples coloniaux sur certains points comme le relèvement des salaires des ouvriers, l'aide aux paysans, la suppression du code de l'indigénat. Mais « si la question du moment, c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France, et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme et placer par exemple l'Algérie, la Tunisie et le Maroc sous le joug de Mussolini ou de Hitler, ou faire de l'Indochine une base d'opération pour le Japon militariste... Créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple, n'est-ce pas remplir la mission de la France dans le monde ? »

Le maintien de la force armée de la France au niveau de sa sécurité contre le fascisme signifie pour les communistes français que la France ne doit pas être affaiblie, ni sur le plan intérieur par l'agitation sociale (cf. : « Il faut savoir terminer une grève » par M. Thorez), ni dans les colonies par les mouvements d'indépendance. Les colonies françaises menacées par le fascisme doivent rester attachées à la France, unies à elle par cette lutte commune contre le fascisme.

Cette politique se poursuit pendant la Deuxième Guerre mondiale et sa position face au problème colonial demeurera inchangée tant qu'il participera au gouvernement.

Aussi, on peut estimer qu'un soutien pratique aux peuples colonisés a été le fait d'une très courte période dans l'histoire du Parti communiste français, au moment où le conflit indochinois éclate. Cette absence d'une tradition internationaliste profondément ancrée dans les rangs du Parti Communiste Français pèse alors de tout son poids lorsque commence la Première grande Guerre coloniale que la France ait à affronter.

Un deuxième problème mérite alors d'être abordé : en quoi la défense de l'Union française peut-elle découler de la participation du Parti communiste français au gouvernement ? Pour répondre à une telle question, il faut d'abord revenir sur ce que représente le Parti communiste français dans la France de l'immédiat après-guerre, sur l'analyse qu'il fait de la situation politique et par-là même des tâches prioritaires qu'il s'assigne.

D'après les accords de Yalta, la France doit rester dans l'orbite occidentale. Malgré la présence en France d'un parti commu-